

# terre

Entreprendre autrement au Nord et au Sud

Trimestriel  
Printemps 2012

n° 136

Belgique- Belgique  
P.P  
Liège X  
9/90

Ed. Resp. : Raphaël Ernst, Autre Terre asbl, 4<sup>e</sup> avenue 45, 4040 Herstal – Bureau de dépôt: NSC Liège X - P. 501.015



## Des femmes d'affaires... la belle affaire ?



De l'entrepreneuriat  
féminin à  
l'entrepreneuriat à  
visage humain  
(P. 4)



De la volonté  
et un but à atteindre  
(P. 13)

# terre

**Coordination et secrétariat de rédaction :**  
Anne-Sophie Reynders

**Comité de rédaction :**  
Cinzia Carta, Aurélie Duprés,  
Raphaël Ernst, David Gabriel,  
Geneviève Godard, Pierre Manresa,  
Claudia Marongiu, Benoît Naveau,  
Anne-Sophie Reynders, Salvatore Vetro

**Ont collaboré à ce numéro :**  
Chadia Coumaré, Elodie Debrumetz,  
Cecilia Díaz, Evelyne Dodeur,  
Claudine Drion, Frédérique Konstantatos,  
Marie Ledent, Chris Paulis,  
Bénédicte Philippart de Foy,  
Aïda Soutongnoma Ouédraogo,  
Mahamadou Souleye, Sabine Willemart  
et ses élèves (Hafize, Marguerita, Nona),  
Isidore Yaméogo

**Correction :** Cédric De Lievre

**Illustration de couverture :**  
C1 : Réseau FAR - Stéphanie Paquot  
C4 : Club des étudiants du MEGEES  
par Benoît Naveau

**Graphisme :** www.davidcauwe.be

**Impression :**  
Imprimé à 5.500 exemplaires  
sur papier 25% labellisé FSC et  
75% recyclé .

Toute reproduction, même partielle,  
des textes et illustrations parus dans  
le journal Terre est encouragée mais  
soumise à l'autorisation préalable de  
l'éditeur et/ou des ayants droit au  
copyright.

**Rédaction :**  
rue de Milmort, 690 – 4040 Herstal  
T : +32 (0)4 240 58 58  
F : +32 (0)4 240 58 79  
E : info@terre.be  
W : www.groupeterre.be

**N° de compte :**  
IBAN - BE53 0962 2418 9653



Cette publication est soutenue par :



## 3 ÉDITO

## 4 DOSSIER

Femmes et économie sociale  
**Des outils pour entreprendre**  
De l'entrepreneuriat féminin  
à l'entrepreneuriat à visage  
humain

## 7 Où sont les femmes ? Dans les réseaux !

## 10



### Entreprendre au féminin au Sud

« Rien de chimique dans les  
carottes »

## 13 « De la volonté et un but à atteindre »

## 16 L'indispensable émancipation féminine

S'autonomiser grâce à  
l'apprentissage de la langue  
française

## 18 FENÊTRE

## 20



S'autonomiser et résister  
par la culture et l'économie

## 24 Des femmes du monde entier au cœur de l'économie sociale et solidaire

## 26 Une place à prendre

Le genre dans la gestion  
d'entreprise

## 28 Le développement durable laisse-t-il une place aux femmes ?

## 29 CHRONIQUE DE LA GESTION PARTICIPATIVE

Le Club des étudiants  
de Maîtrise en Gestion des  
Économies Sociales  
et Solidaires (MEGESS)  
de l'Université de Ouagadougou

## 31 TERRE LIBRE Sud

Le voyage de « BB »  
au Burkina Faso

## 33 TERRE LIBRE Nord

Une démarche originale  
d'éducation permanente

## 34 BRÈVES

# Édito

## Des femmes à leur place... aux femmes sur la place !

**S'**offrir une suite de textes ayant trait à la place des femmes au sein de la société n'a rien d'extravagant pour un journal d'économie sociale. Cette dernière, outre sa consonance féminine, leur doit beaucoup.

Le secteur n'échappe malheureusement pas plus que les autres à une domination masculine au niveau de ses lieux de décision, mais sa réinvention permanente et l'actualisation de ses luttes sociétales ont été et sont encore fortement poussées par les femmes.

En effet, si on se penche sur l'évolution du combat des femmes pour leur émancipation, via les diverses formes du mouvement féministe au Nord et au Sud, on peut constater que c'est une multitude d'initiatives socioéconomiques qui ont été mises en place.

Associations, organisations, institutions, entreprises et groupements de femmes en tout genre, furent autant de pitons permettant de tracer la voie et de sceller, pied à pied, ces changements culturels, idéologiques, politiques et économiques... dans la roche d'un traditionalisme social qui fut longtemps, majoritairement profitable aux hommes.

Elles ont permis de faire sortir ces luttes contre la domination masculine de la sphère privée en revendiquant des droits, des rôles, des opportunités, l'accès à l'éducation, à l'indépendance, à la citoyenneté, à l'économie...

Par extension, ces mobilisations nous ont obligés à ouvrir les yeux sur toute forme de domination d'une classe sur une autre, d'une ethnie sur une autre, d'un comportement non stigmatisé sur un autre... Et à force d'être mis en scène sur la place publique, ces combats font maintenant partie de notre paysage social. Un paysage que l'on voudrait toujours plus ouvert, coloré, mixte, reflétant les différentes tendances dont celle, au moins à part égale, des femmes.

Autant dire que, au Nord comme au Sud, le combat n'est pas fini.

Mais ne soyons pas pessimistes car les avancées en la matière sont là. En témoignent toutes ces initiatives privées de femmes aux finalités sociales. Et au-delà de ces finalités, ces organisations ne veulent évidemment plus tomber dans l'écueil de la domination et de la dépendance, pour préférer expérimenter la démocratie dans la prise de décision et l'autonomie de gestion. Autrement dit : l'économie sociale.

Attirer l'attention sur le travail et les combats des femmes nous tenait à cœur pour célébrer et prolonger la journée qui leur est dédiée : que le 8 mars et, à sa mesure, ce journal centré sur les femmes, sonnent donc le départ de 365 jours vécus dans le même sens !

David Gabriel





Dossier :

# Femmes et économie sociale

## Des outils pour entreprendre

### De l'entrepreneuriat féminin à l'entrepreneuriat à visage humain

Marie Ledent, Coordinatrice Affaires de Femmes, Femmes d'Affaires, Crédal

Affaires de Femmes, Femmes d'Affaires (AFFA) est un programme de formation et d'accompagnement à la création d'entreprise qui comme son nom l'indique s'adresse aux femmes porteuses de projet.

Ce programme est logé au sein de Crédal, une coopérative d'épargne et de crédit alternatif qui propose à ses coopérateurs un placement stable, 100% éthique et solidaire. Le capital ainsi rassemblé permet de financer des associations et des entreprises d'économie sociale, des personnes « exclues bancaires » qui souhaitent lancer une activité d'indépendant ou acquérir des biens indispensables à leur quotidien.

Partant du constat que, bien que

représentant la moitié de la population désireuse d'entreprendre, les femmes ne représentent que 30% des indépendants et que cet état de fait trouvait sa source dans une discrimination de genre, Crédal a fait le choix d'encourager et de renforcer l'entrepreneuriat féminin en mettant en place un accompagnement adapté à ses réalités. Une première collaboration a vu le jour dans le cadre d'un

partenariat fédéral avec les associations Vie Féminine, Hefboom, Stebo et Unizo. Cela fait cinq ans maintenant que Crédal, en tant que promoteur de l'action, poursuit l'initiative.

Comme tout dispositif d'accompagnement, le programme AFFA couvre les

différentes étapes de la création d'entreprises : information, orientation, formation, accompagnement collectif, entretiens individuels, rédaction du business plan, recherche de financement, mise en réseau, suivi post-crédation, etc. Cependant,

**Bien que représentant la moitié de la population désireuse d'entreprendre, les femmes ne représentent que 30% des indépendants.**

# Témoignage



## Clélia Dell'Aiera, Alto Galleria, Modern & contemporary art jewels - Art et bijoux : Clélia consacre le beau

Au départ, rien ne prédisposait Clélia à ouvrir sa propre galerie-bijouterie. Cependant, après avoir travaillé pour des agences de publicité, elle a reconsidéré sa situation professionnelle. Elle voulait pouvoir vivre d'une activité qui lui laisse suffisamment d'autonomie et favorise sa créativité. Elle a alors repris des études en bijouterie-joaillerie. Elle s'est ensuite donné le temps d'élever son premier enfant et d'accueillir un deuxième.

Son aîné tout juste entré à l'école, elle a entendu parler d'AFFA et a compris qu'elle avait désormais les moyens de donner vie à son projet.

« La formation AFFA m'a permis de

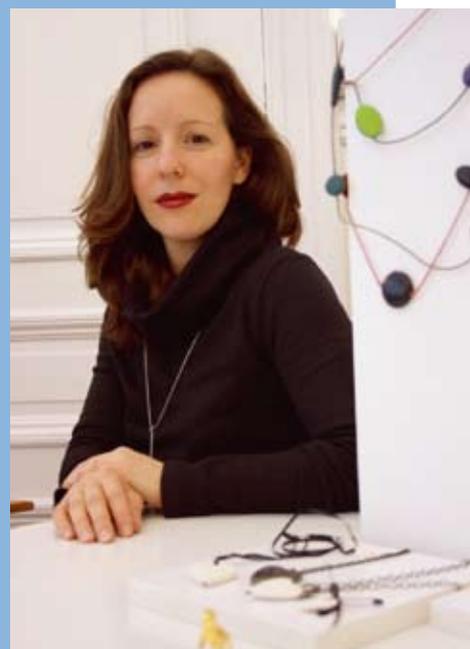
revoir tous les éléments utiles au lancement d'une activité d'indépendant. Sentir que derrière moi il y avait un groupe et des formateurs a entretenu mon envie et j'en retiens la richesse des échanges humains », explique Clélia.

C'est ainsi qu'en 2009, avec l'aide d'un associé, Clélia a ouvert sa propre galerie-bijouterie.

Aujourd'hui, elle répond à la demande d'une clientèle d'amateurs exigeants en présentant ses propres créations ainsi que d'authentiques pièces d'avant-garde, anciennes et contemporaines.



[www.altogalleria.com](http://www.altogalleria.com)



Crédal

cette action se distingue plus précisément par les valeurs qu'elle véhicule : la recherche d'un juste rapport à soi, à l'autre, à l'ambition, ainsi qu'à l'argent ; l'esprit de coopération et le soutien réciproque entre les candidates entrepreneures.

Cette approche spécifique a permis la création d'un réseau informel d'échanges entre les candidates entrepreneures qui vient de se professionnaliser. En 2012, AFFA va proposer à ses membres des formations à la carte, des rencontres et des actions de promotion.

Bien qu'AFFA accueille une diversité de profils, les candidates entre-

preneures ont généralement entre 30 et 50 ans, sont pour la plupart sans emploi. Soixante pourcent d'entre elles ont fait des études supérieures, vivent majoritairement en couple et près de la moitié ont des enfants.

Les femmes accompagnées par Crédal sont porteuses de projets divers dans l'artisanat, le domaine artistique, la formation, le coaching, le petit commerce, l'horeca, etc. Bien que ces projets se situent souvent dans des secteurs traditionnellement attribués aux femmes, elles y apportent une touche d'originalité et d'innovation et surtout elles véhiculent dans leur démarche de création des valeurs

d'équité et de solidarité ainsi qu'une volonté de trouver une place équilibrée et juste dans la société. Crédal est convaincu que cette manière d'envisager l'entrepreneuriat participe à la construction d'une société plus durable dans laquelle égalité des chances, juste répartition des richesses, participation citoyenne, solidarité, autonomie, créativité et responsabilité sont des priorités.

C'est pourquoi, le dispositif AFFA qui s'inscrivait au départ dans une politique de discrimination positive va s'ouvrir progressivement à la diversité des genres pour nourrir le développement d'un *entreprendre autrement*. ■

# Témoignage



## Marie Uyttebroeck, « La Charpentière » Quand la passion du bois devient un métier

Marie est une jeune charpentière de 30 ans. Si le terme ne se conjugue pas souvent au féminin, elle excelle dans son métier. Elle conçoit, fabrique et pose des charpentes pour abris de jardin, carports, terrasses et place des placards sur mesure.

Alors que Marie habitait encore en France, une première expérience dans l'enseignement l'a poussée à reconsidérer son choix professionnel. Ce qui la passionne, c'est le travail du bois ! Elle a donc pris le parti de se former aux techniques de charpentes, ossatures bois et bardages.

De retour en Belgique, elle entame fin 2010 une formation auprès d'AFFA.

« Le Crédal m'a apporté le soutien pour coucher mon projet sur papier. Il m'a donné un cadre pour avancer de façon constructive et positive et m'a permis de rencontrer d'autres entrepreneures » commente Marie en précisant : « Le choix du secteur dans lequel j'entreprends correspond à une passion. Je sais aussi que je veux garder une vie sociale et personnelle à côté de mon activité professionnelle. J'ai tenu compte de ce paramètre dans mon business plan. Je sais qu'avec deux ou trois jours de chantier par semaine, je peux gagner ma vie, établir une bonne relation clientèle, faire face aux autres facettes de mon métier et garder du temps pour moi. J'ai également fait le choix de considérer mes concurrents comme des partenaires potentiels. Il y a beaucoup plus à gagner à tra-



Crédal

vailler en réseau de professionnels complémentaires qu'à travailler seul dans son coin. Le partage de matériel, la sous-traitance, la réorientation réciproque, sont autant d'avantages amenés par cette façon de faire. »

Aujourd'hui, Marie teste son activité chez Azimut Construction afin de se créer une première clientèle et de s'installer prochainement comme indépendante.

Elle envisage également de développer son entreprise par des collaborations et n'hésite pas à partager sa passion en animant des stages destinés aux enfants ou aux adultes.

 [www.lacharpentiere.be](http://www.lacharpentiere.be)

 **Groupe Crédal**  
Place de l'Université, 16  
1348 Louvain-la-Neuve  
Tél. : 010/48.33.50  
Fax : 010/48.33.59  
E-Mail : [credal@credal.be](mailto:credal@credal.be)  
Web : [www.credal.be](http://www.credal.be)

# Des outils pour entreprendre

## Où sont les femmes ? Dans les réseaux !

Interview de Bénédicte Philippart de Foy,  
fondatrice et coordinatrice de l'asbl Femmes Actives en Réseau (FAR), Belgique

Plus qu'une mode, le réseautage investit le monde économique et social. Petit à petit, les femmes y tissent leur toile, dans une optique solidaire faite d'échanges et d'ouverture d'esprit. Le réseau FAR (Femmes Actives en Réseau) en est l'exemple très concret.



Réseau FAR - bene spirit magazine - Auteur Stéphanie Paquot

### Comment est né le réseau FAR ?

Le réseau FAR est né d'un constat tout simple : à plusieurs, on est plus forts ! Ce n'est pas un hasard si le réseau a été baptisé « FAR ». En référence à la signification du mot en anglais « ensemble », on progresse plus vite qu'en solo et on va... plus loin!

Cette démarche collective de mise en réseau est également une réponse très concrète à un second constat. J'ai eu le déclic en 2005, en m'interrogeant sur l'absence des femmes dans la création d'entreprise, même si de grands progrès ont été effectués ces dernières années. Pourquoi ne pas capitaliser sur les spécificités féminines pour pro-

mouvoir les femmes en les aidant à trouver leur voie ? C'est pour notre société la meilleure garantie de parité et de progrès, sans volonté d'amoindrir les hommes, évidemment.

Les femmes d'aujourd'hui ont cette merveilleuse capa-

acité de pouvoir mener vie professionnelle et personnelle tambour battant, sans se priver d'en parler entre elles. N'est-ce pas là justement leur force ? Celle de se rassembler, d'échanger des bons plans, des expériences...

Via le FAR, les femmes tissent une toile résolument féminine, très riche professionnellement et personnellement parlant. Et ça marche ! La solidarité féminine n'est pas un vain mot et il circule à chacune de nos rencontres une énergie incroyable qui booste chacune d'entre nous !

### Pourquoi un réseau féminin ?

La thématique « genre » m'a toujours interpellée. Depuis l'adolescence, je

**Les femmes d'aujourd'hui ont cette merveilleuse capacité de pouvoir mener vie professionnelle et personnelle tambour battant, sans se priver d'en parler entre elles.**

m'intéresse à la situation de la femme. D'abord, la femme dans l'Antiquité, puis le droit romain de la femme, etc. J'ai toujours été fascinée par les femmes qui avaient marqué leur époque, parce qu'elles avaient fait

pour les autres femmes. C'est une amie qui m'a conseillé de créer un réseau féminin. Quinze jours après, j'ai organisé le premier souper du réseau FAR avec vingt femmes. Le FAR compte aujourd'hui près de 2.000 membres.

Le réseau organisé est animé bénévolement et ne reçoit aucun subside. Il correspond à un réel projet de vie. En 2011, le réseau est devenu une asbl.

### À qui s'adresse le réseau FAR ?

Les rendez-vous du FAR s'adressent à toutes les femmes quel que soit leur statut : porteuses de projets, chefs d'entreprise, cadres, retraitées, ou tout simplement vivant une passion.



Réseau FAR



Réseau FAR

Ces femmes passionnées et passionnantes ne manquent pas. Plus de 2.000 femmes ont déjà été séduites par le concept FAR et nous sommes assez fières d'avoir vu la naissance de nombreuses entreprises. On parle même de success stories !

**Alors, ça marche le réseautage au féminin ?**

Réseauter, c'est important. Et réseauter au féminin aussi, bien sûr. Réseauter, c'est élargir son champ d'action, s'ouvrir l'esprit, dépasser ses préjugés, nouer des amitiés ou des partenariats professionnels, bénéficier d'un soutien, se dire que si d'autres ont réalisé leurs rêves, pourquoi pas nous? Le plus d'un réseau féminin ? La solidarité.

**Quelle est la finalité sociale du FAR ?**

Elle est très simple. Grâce à nos rendez-vous, les membres du réseau ont l'occasion de découvrir d'autres personnalités, d'autres horizons professionnels, d'autres cultures parfois. Ces rencontres mettent à l'honneur

la relation humaine, le partage d'expériences et la solidarité. Commerçantes, artistes, femmes politiques, journalistes, employées, nous avons toutes, quelle que soit notre profession et notre parcours, un réseau de relations. Le FAR est l'occasion de l'élargir et de s'enrichir de l'expérience des autres.

Par ailleurs, je remarque que la plupart des projets qui voient le jour dans le réseau apportent une réelle valeur ajoutée en termes de responsabilités sociales, sociétales et environnementales. Développement durable, consommation éco-responsable, place de la femme dans l'entreprise et respect de l'autre sont des angles incontournables qui nous tiennent tout particulièrement à cœur.

**Quelles activités organisez-vous ?**

Au FAR, les mois se suivent et ne se ressemblent pas. Nous innovons et proposons très régulièrement des activités différentes : des soupers,

des petits déjeuners, des conférences, des voyages, des formations, des activités culturelles et sportives.

**Quelques exemples ?**

Les FAR speed meetings, où les Fariennes « marrainent » une nouvelle. Sur le modèle des « speed dating », ces soupers se font en petit comité afin que chacune puisse rencontrer toutes les autres participantes.

Les soupers intergénérationnels, qui font la part belle aux rencontres entre femmes de tous âges : nous invitons nos filles et/ou nos mamans ou encore une amie à découvrir le réseau lors d'un souper convivial.

Les soupers mixtes, car au FAR, on est convaincues que la mixité est importante. Les soupers mixtes nous aident à mieux nous connaître et à tisser des collaborations.

Avec les « cré'apéros », nous partons à la rencontre de créatrices d'entreprises, de leurs univers, de leurs parcours et de leurs produits, tout en savourant des mets inspirés par les lieux !



# Les Fariennes concrétisent ces valeurs ! Quelques exemples ?

**Mélanie Lemmens** vient de lancer Carré Noir, son site de vente en ligne de chocolats d'exception. Mélanie privilégie les chocolats de qualité et équitables, notamment en provenance de Madagascar et du Brésil. Ces chocolats respectent l'environnement et la population locale, en permettant à de nombreuses familles, voire à des villages entiers, de vivre décemment de la culture du cacaoyer.

 [www.carrenoir.b](http://www.carrenoir.b)

**Julie Lombé** est la créatrice de Biotiful, l'institut de beauté « engagé ». Plus qu'un slogan, ce sont des valeurs militantes de respect de la nature et des hommes qui sont les moteurs de cette enseigne pas comme les autres. Julie travaille uniquement avec des produits naturels, biologiques, équitables et durables. D'autre part, Biotiful s'implique concrètement dans diverses causes : l'émancipation intellectuelle de la femme, la lutte contre le cancer du sein ou encore contre la précarité sociale, avec par exemple des soins offerts aux bénéficiaires du CPAS. Via sa page Facebook, Biotiful sensibilise ses clients à des sujets de société tels que la violence faite aux femmes, les discriminations, la dictature de la minceur ou l'hégémonie du jeunisme.

 [www.bio-tiful.be](http://www.bio-tiful.be)

**Catherine Fourneaux (les bijoux Zélie Bigoudi), Catherine Colard (copywriter) et Pitsy Fashion (styliste)** ont quant à elles imaginé un concept original qui porte bien son nom : les Créateurs de Bonheur ! Ces ventes privées de stylistes visent à promouvoir le travail de jeunes créateurs belges. Une très jolie success story qui, au-delà du glamour, concrétise divers engagements. En mettant le stylisme à la portée de toutes, les Créateurs de Bonheur tissent du lien social et encouragent les bricoleuses du dimanche à se professionnaliser et à monter leur entreprise.

Parce que le réseau est aussi un bon levier pour la visibilité de ses membres, nous mettons régulièrement à l'honneur des femmes « cheffes » d'entreprise, que ce soit sur notre site (« la Farienne du mois »), dans le « FarMag » ou encore sur Facebook.

## Quelles sont les conditions d'adhésion ?

Le ticket d'entrée au FAR est gratuit ! Notre réseau se veut ouvert et accessible à toutes, il n'y a donc pas de cotisation. Seules les activités sont payantes, pour financer nos frais administratifs. En outre, les activités sont à la carte et chacune y pioche comme elle l'entend! |

Propos recueillis par Evelyne Dodeur

 **Retrouvez l'agenda complet  
de nos activités sur  
[www.reseau-far.be](http://www.reseau-far.be).**

# Entreprendre au féminin au Sud

## « Rien de chimique dans les carottes »

Cecilia Díaz, Responsable projets, ONG Frères des Hommes, Bruxelles

Ercilia, une femme dans la trentaine, est un leader naturel de son association ; elle est dynamique, de communication facile, très structurée et exigeante en ce qui concerne les formalités car, comme elle l'explique, c'est la meilleure manière qu'une organisation fonctionne. Et elle sait de quoi elle parle car elle a été à la tête de l'association de producteurs horticoles de la communauté Bruno Mocqo (Bolivie) pendant plus de six ans.

I l s'agit d'une association mixte composée de 76 affiliés dont la plupart des membres actifs sont des femmes. Ce sont elles qui sont à la tête de l'organisation depuis son début, en 2004. L'explication est simple : l'association se situe dans la commune de Tiquipaya, terre agricole située à côté de la ville de Cochabamba, dans une région de vallées entourées de montagnes, dont la principale production est l'horticulture. Dans la plupart des familles paysannes qui possèdent entre un et trois hectares, les femmes sont des cultivatrices de légumes et les hommes travaillent en ville exerçant des métiers occasionnels. Tiquipaya est la commune qui ravitaille Cochabamba de ces produits. Les femmes tiennent beaucoup à cette activité car elle leur permet d'avoir des revenus et de bien alimenter la famille, surtout dans des périodes plus difficiles ou de crise économique.



<http://www.bourse-des-voyages.com>





Frères des Hommes



Frères des Hommes

*Ce qu'on produit, je le donne en premier lieu à mes enfants, explique Ercilia. Ensuite, je vais aux marchés de Cochabamba et je vends pour avoir des revenus pour nous tous. Avec ce que je gagne, on peut acheter du matériel scolaire, des vêtements pour les enfants, on fait beaucoup de choses !*

*Elle ajoute, Entre nous : les femmes, nous nous organisons afin de mieux rentabiliser notre production. Depuis quelques années, l'eau a commencé à manquer dans cet endroit, car on est trop proche de la ville. Les terrains plus bas de la communauté n'ont pas trop de problèmes pour être irrigués, mais les autres oui. Alors, on s'est mis ensemble, on a créé l'association et on a demandé un financement à la commune pour avoir un système d'irrigation qui distribue l'eau de manière plus équitable. Il ne s'agit pas seulement d'un geste solidaire ; pour nous c'est plus positif d'avoir plus de productrices de légumes. Si toute la communauté produit, alors on peut occuper une partie importante des marchés, réclamer des stands à l'administration communale et avoir plus facilement accès aux services.*

*Une fois qu'on a obtenu un financement pour améliorer l'irrigation de nos parcelles, on a constaté que certaines*

*d'entre nous utilisaient des produits chimiques qui étaient nocifs pour nos enfants. On a entendu parler d'une production plus naturelle dans notre commune et nous avons approché l'AOPEB<sup>1</sup> pour savoir de quoi il s'agissait et comment il fallait produire pour que nos légumes soient plus sains. Nous avons été convaincues par l'agriculture écologique !*

*De plus, notre commune est sensible à cette approche. Nous avons organisé ici, à Cochabamba, mais aussi à Tiquipaya, le Sommet du Changement Climatique<sup>2</sup> que le gouvernement d'Evo Morales a lancé, au niveau international, en réponse à l'échec d'une rencontre semblable en Europe. Cela nous a vraiment encouragées à produire « sain » et même, à pousser les jeunes diplômés en cuisine pour qu'ils se lancent dans la cuisine traditionnelle et biologique. Il faut dire que Cochabamba est une ville réputée pour sa bonne cuisine, alors on peut encourager des initiatives dans ce domaine, on sait qu'on aura des personnes intéressées par la démarche<sup>3</sup>.*

*Nous avons alors démarré une production biologique, en diversifiant la production de légumes, en utilisant des fertilisants et des pesticides naturels, en enrichissant le sol avec de l'engrais naturel produit dans les dix-neuf lombricomposts collectifs que nous avons installés dans quelques parcelles. Nous les femmes, nous nous occupons de tout, nous testons des produits, nous élevons les vers de terre, nous surveillons les tuyaux d'irrigation. Et récemment, nous avons organisé le marché de légumes et fruits appelé Bio-*

*Tiquipaya. Nous sommes très fières car nous avons eu beaucoup de visiteurs et d'acheteurs... et tous nos produits sont naturels, rien de chimique !*

Pour ces femmes, le pas suivant c'est de faire certifier ces produits. Ercilia et deux autres membres de l'association se réunissent régulièrement avec l'administration communale pour négocier avec le bourgmestre qui est, lui aussi, très motivé pour faire reconnaître sa commune comme municipalité écologique. Les négociations sont bien avancées pour démarrer bientôt le processus de certification collective, appelé SPG (Système Participatif de Garantie)<sup>4</sup>. Dans la plupart des cas de produits reconnus « écologiques », la certification est faite par un bureau de consultance qui, à partir de critères déjà établis, analyse chaque produit pour le certifier. En Bolivie, cette démarche est utilisée principalement pour les produits d'exportation tels que le café, le cacao ou le quinoa car les revenus de la vente internationale permettent de payer cette certification. Mais elle est trop coûteuse pour les paysans qui cultivent des produits destinés à être vendus frais dans les marchés locaux et pour une population à faible revenu. C'est pour cela que dans plusieurs pays on démarre un système moins coûteux et plus participatif de certification. Ce système est mis en place par des collectifs locaux composés des associations de producteurs, de consommateurs et de techniciens, tous sous la direction de représentants de l'administration communale qui se porte garante du processus. Ercilia et les autres femmes de l'association se sont déjà organisées pour faire partie du comité de certification et elles aident les responsables administratifs de la commune à trouver les

autres participants et à définir les règles de fonctionnement.

*D'ici peu, nos épinards, nos radis, nos carottes, seront tous certifiés par la commune, ce qui permettra aux consommateurs d'ici d'être sûrs que ce qu'on vend ne contient pas de produits chimiques, que leurs enfants ne tomberont pas malades en les mangeant, que notre terre et notre eau ne seront pas polluées. Tel est l'objectif de notre association : nous nous organisons pour l'atteindre et nous avons prouvé que nous, les femmes, pouvions y arriver !* conclut Ercilia. ■

1. AOPEB, coupole représentant les associations de producteurs écologiques de Bolivie
2. Conferencia Mundial de los Pueblos sobre el Cambio Climático, Cochabamba, avril 2010
3. McDonald's a fait faillite en Bolivie ; voir les reportages : [www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=PT&cod=63709](http://www.adital.com.br/site/noticia.asp?lang=PT&cod=63709) et [www.youtube.com/watch?v=9IqTdTHbo1A](http://www.youtube.com/watch?v=9IqTdTHbo1A)
4. Système de certification collective et populaire en application dans certaines communes de Bolivie et d'autres pays de l'Amérique latine (Mexique, Brésil, Uruguay, Pérou)



**Frères des Hommes asbl**  
**Rue de Londres, 18**  
**1050 Bruxelles**  
**Tél. : 02/512.97.94**  
**Fax. : 02/511.47.61**  
**Web : [www.freresdeshommes.org](http://www.freresdeshommes.org)**



# Entreprendre au féminin au Sud

## « De la volonté et un but à atteindre »

Aïda Soutongnoma Ouédraogo, Chargée de mission à la coordination régionale d'Autre Terre asbl à Ouagadougou (Burkina Faso)

En citant les femmes leaders et actives dans le paysage associatif au Burkina Faso, des restauratrices et transformatrices dans la ville de Ouagadougou ou des mutuelles de santé, un nom revient très souvent : Juliette. Directrice d'ASMADE (Association SonguiManégré/Aide au Développement Endogène), Tipoko Juliette Compaoré est une femme battante engagée sur le terrain du travail communautaire depuis 1991.



ASMADE

Née dans un petit village situé à 40 km de la capitale burkinabè, Juliette aspirait depuis sa jeunesse à devenir une actrice du développement et ce sont ses parents, particulièrement son père (fervent partisan du mouvement associatif) qui l'ont inspirée. Le partage, l'entraide et la solidarité font partie des valeurs éducatives de sa famille,

très modeste et grande d'une quarantaine d'enfants.

Sa formation supérieure et professionnelle se fit en même temps que sa vie active. Des cours à l'Université de Ouagadougou en sociologie qu'elle a dû interrompre pour travailler ; elle a pu s'inscrire à Paris à un programme de formation supérieure d'adulte.

Pour se professionnaliser davantage en gestion et management de projets et programmes et faire ainsi face à ses défis dans la direction d'ASMADE et son action dans les réseaux, elle s'est astreinte à faire un master en gestion de projets.

Elle a travaillé pendant vingt ans successivement comme animatrice, coordonnatrice de programmes (en promotion de la santé, développement de l'entrepreneuriat des femmes etc.). En 1994, elle décide de donner une nouvelle orientation à sa carrière en réalisant son propre projet, son rêve d'enfance, qui consistait à identifier les besoins de base avec les communautés et à chercher les moyens d'y répondre avec elles. Ainsi, ASMADE est née au mois de mai de la même année.

En parallèle à son projet, elle est également trésorière générale de l'Union Africaine de la mutualité (Rabat au Maroc), Vice Présidente du SPONG (Secrétariat Permanent des Organisations Non Gouvernementales), Secrétaire Générale du Réseau ASTER International (Saint-Quentin en France), qui fait du « Genre » son cheval de bataille ; Présidente du Comité de pilotage (COMPIL) du programme de promotion des droits sociaux et



# Les femmes actrices de l'alimentation de rue

En 2003, ASMADE encadrait 45 femmes réparties dans six associations. Ces femmes vendaient quotidiennement entre trois à cinq kilos de riz.

Aujourd'hui, ce sont 3.500 personnes (dont 3.000 femmes et 500 hommes) qui sont mobilisées dans 60 associations, sans compter que chaque membre emploie en moyenne trois personnes.

De plus, les associations sont passées à une vente de 50, voire 100 kilos par jour.

Pour nous, voir ces femmes quitter leur situation précaire, pouvoir s'organiser et développer leur activité et devenir des pourvoyeurs d'emploi est aussi une façon de faire de l'économie sociale, souligne Juliette.

Le rôle d'ASMADE dans ce domaine est très diversifié. Depuis le soutien à la négociation avec les autorités municipales pour l'occupation des espaces publics, aux formations des femmes en passant par leur équipement en matériel, la facilitation d'accès au crédit ou encore la création d'une mutuelle de santé.

Ce type d'expérience doit être renforcée et accompagnée pour développer plus d'initiatives d'économie sociale et solidaire.

Notre joie actuelle est d'avoir élaboré notre plan de développement organisationnel qui nous aidera à clarifier nos visions/valeurs, orientations stratégiques et actions futures pour répondre aux défis du développement qui sont les nôtres.



ASMADE

**On aimait à dire : « Derrière un grand homme se cache une grande femme ». Maintenant la femme ne veut plus juste être derrière ce grand homme, elle veut être à côté de lui.**

femme burkinabè peut arriver là où elle est. Il suffit juste d'avoir de la volonté et un but à atteindre malgré l'adversité. Elle reconnaît toutefois avoir eu le soutien des deux hommes de sa vie, son père et son époux, mais aussi de partenaires techniques et financiers.

## **Contribution des femmes dans le secteur associatif au Burkina Faso**

La contribution des femmes à l'économie sociale est évolutive au Burkina Faso. Jusqu'il y a quelques années ; elles étaient là juste pour grossir les rangs dans les associations ou dans les partis politiques. On aimait à dire : « Derrière un grand homme se cache une grande femme ». Maintenant la femme ne veut plus juste être derrière ce grand homme, elle veut être à côté de lui. Maintenant hommes et femmes s'asseyent à une même

membre du Comité National de pilotage de l'Assurance maladie au Burkina Faso.

En 2002, elle est devenue Secrétaire Exécutif d'ASMADE et a dû renoncer à travailler dans les autres institutions pour se consacrer à ASMADE qui avait besoin d'être davantage suivi et structuré et dont la charge de travail grandissait de plus en plus.

### **Femme et directrice**

Dans son organisation, cette femme aujourd'hui mariée et mère de trois

enfants coordonne une équipe de 42 personnes permanentes et d'une vingtaine d'hommes et de femmes volontaires qui œuvrent dans la mobilisation sociale, la formation et l'appui/accompagnement des populations dans les secteurs de la santé, l'éducation, l'alimentation, l'insertion socioprofessionnelle de jeunes. Elle reconnaît que ce n'est pas une chose aisée de diriger une organisation en tant que femme, dans un pays où la place de la femme est toujours bien vue à la maison. Pour elle, n'importe quelle



table pour discuter. Les femmes se battent et on les retrouve leaders d'association. Le complexe d'infériorité et le manque de confiance en elles étaient leurs principaux handicaps, mais grâce à leur éducation, aux différentes formations reçues et même à l'évolution de la position de la femme dans le monde entier, les femmes regagnent de plus en plus confiance en elles-mêmes. La société accepte de plus en plus des femmes à des postes de responsabilités dans les associations. Il n'est plus anormal de voir des femmes comme Juliette occuper des postes comme celui de présidente. Sans plus se contenter du poste de secrétaire ou de trésorière. |



**ONG ASMADE**  
 09 BP. 903 Ouagadougou 09 -  
 Burkina Faso  
 Tél.: (00226) 50 37 18 50  
 Fax: (00226) 50 37 03 66  
 E-mail : [info@ongasmade.org](mailto:info@ongasmade.org)  
 Web : [ongasmade.org](http://ongasmade.org)



## ASMADE

L'ONG poursuit les objectifs suivants :

- Aider les organisations de base à traduire leurs préoccupations en projets réalistes pour participer à la lutte contre la pauvreté ;
- Œuvrer pour la promotion des droits sociaux (santé, éducation,...) des populations à la base.

Ses différentes actions (promotion de la santé, mise en place de mutuelles, insertion socioprofessionnelle des jeunes ; promotion des échanges interculturels Sud-Sud et Nord-Sud...) sont menées essentiellement en faveur des enfants, des communautés villageoises, des femmes et des jeunes en milieu urbain, périurbain et rural.

L'ONG occupe une place importante dans le paysage des organisations de la société civile au Burkina Faso, explique Juliette.

ASMADE et ses partenaires occupent une place déterminante dans la structuration nouvelle des mutuelles de santé au Burkina Faso et dans la relation des mutuelles de santé avec le projet national d'assurance maladie pour élargir les produits de protection sociale à toutes les populations.

# L'indispensable émancipation féminine

## S'autonomiser grâce à l'apprentissage de la langue française

La Maison Des Berlurons asbl, Grâce-Hollogne.

L'apprentissage de la langue française est un véritable défi pour beaucoup de personnes immigrées en Belgique, plus particulièrement pour les femmes chargées de s'occuper des enfants. Au-delà de l'aspect pratique de l'apprentissage, ce qui est en jeu c'est l'autonomie des apprenants et leur autoestime.

Rencontre à la maison de quartier des « Berlurons » avec Nona (Arménienne, en Belgique depuis sept ans), Hafize (Turque et vit en Belgique depuis 2003), Marguerita (Polonaire en Belgique depuis six ans), et leur professeur Sabine Willemart.

### Comment s'organisent les cours ?

Les cours sont organisés en partenariat avec l'IEPSCF de Grâce-Hollogne. Je suis détachée de cet Institut pour donner cours au sein de la maison de quartier. Normalement, nous faisons des modules de deux matinées par semaine, mais certains élèves veulent en apprendre plus et suivent les cours du soir et du vendredi matin. Ces cours sont davantage liés à l'expression orale et écrite, durant lesquels on lit un livre. Les formations peuvent déboucher sur un certificat qui correspond plus ou moins au secondaire inférieur, mais la majorité des étudiants viennent plus pour une émancipation personnelle que pour une « certification ».

Dans les groupes qui fréquentent les cours de la Maison de Quartier, il y a à la fois des personnes qui ont été scolarisées dans leur pays d'origine

et d'autres qui l'ont très peu été. Le public est donc assez hétérogène. À la maison de quartier, il y a bien sûr les cours de langue française, mais aussi toute une série de services qui sont proposés à des personnes qui, pour des raisons financières, ne pourraient pas y avoir accès. On organise par exemple un salon de bien-être/esthétique, une boutique de vêtements de seconde main, des cours de cuisine, un atelier d'apprentissage de l'italien, des cours de turc pour les enfants, des ateliers informatiques ou encore un atelier customisation de vêtements. Chaque année à la Pentecôte, nous participons également à la fête multiculturelle « Le Berleur en couleur » où tous les élèves organisent un goûter multiculturel : des pâtisseries toutes plus sucrées les unes que les autres et toutes délicieuses.



Benoit Naveau

### Quelles sont vos motivations à apprendre le français ?

**Hafize :** Moi, je veux pouvoir chercher un travail et avoir un bon rapport avec d'autres personnes..

**Nona :** Je viens au cours de français pour « bouger » toute seule, j'en ai besoin.

**Marguerita :** À la maison, je parle la langue polonaise. Je parle français seulement à l'école. Mais maintenant, doucement, j'essaie de parler français. Pour moi, c'est important le contact avec des personnes. Quand je ne connais pas le français, je reste à la maison.

### Qu'est-ce que cela vous a apporté de venir au cours de français ?

**Hafize :** Cette année, je cherche des formations. L'année prochaine je commencerai les formations et après je travaillerai !



femme qui reste à la maison avec les enfants.

### **Connaitre le français permet-il d'être plus autonome ?**

**Hafize :** Quand je suis arrivée en Belgique, j'allais au magasin mais je ne demandais rien car j'avais toujours à côté de moi mon mari. J'avais peur parce que je ne comprenais pas, je ne parlais pas. Mais maintenant je vais toute seule faire les courses. J'ai fait mes papiers à la commune, à la mutuelle, au syndicat. J'ai réussi mon permis de conduire. J'ai confiance en moi ! Maintenant c'est la vie pour moi !

**Nona :** Oui on est fières ! Quand mes enfants reviennent de l'école, je peux toujours leur expliquer les maths, la physique en arménien, mais c'est plus important pour mes enfants que je leur explique tout ça en français. Et ce n'est pas juste pour mes enfants, c'est pour moi aussi. J'ai aussi gagné en confiance.

**Sabine :** J'encourage les élèves à ne pas se contenter des deux périodes de cours, mais de continuer à avoir des contacts en français, de prendre l'habitude de mettre la télévision ou la radio en français. Régulièrement, on organise des sorties avec les élèves au théâtre, au cinéma, pour se baigner le plus possible dans les sonorités françaises et avoir cette ouverture, ce contact vers l'extérieur.

Certains disent qu'en dehors de leur travail, ils n'ont pas encore de groupe d'amis importants. L'école est donc vraiment leur réseau de relation. Permettre ces rencontres, cela est très riche. En dehors de l'école certains ne se seraient jamais rencontrés. C'est très riche aussi au niveau des échanges parce que ce qu'on apprend d'autres pays ouvre les yeux sur certaines réalités.

### **Certains souhaitent imposer l'apprentissage de la langue nationale, qu'en pensez-vous ?**

**Sabine :** Quand on voit certaines femmes qui viennent au cours pour la pre-

mière fois alors qu'elles sont en Belgique depuis 25 ou 30 ans et qui ont du mal à formuler trois phrases correctes en français, cela nous pose question. D'avis général, il serait bien de proposer un cours de français au moment de l'inscription à la commune, et peut-être même une garde des enfants pour ne pas que ça puisse être un obstacle. Hafize disait que pour rentrer aux Pays-Bas, il fallait passer un examen de néerlandais dans son pays d'origine et que si on rate l'examen, on ne peut pas venir aux Pays-Bas.

### **Pensez-vous que ce système est efficace ?**

**Hafize :** Oui parce qu'alors tu arrives en Belgique avec de la confiance. Moi quand je suis arrivée, je n'avais rien. Je ne parlais pas, je ne connaissais rien. Je devais toujours demander tout à mon mari. Ça aurait été mieux d'apprendre le français en Turquie.

**Sabine :** De plus en plus, les élèves sont encouragés à suivre des cours de français avant de trouver une formation professionnelle. Ça devient obligatoire, y compris pour les femmes de plus de 50 ans. De plus en plus, les CPAS font des contrats non contraignants avec les bénéficiaires d'allocation pour les inciter à suivre un cours. Je pense que c'est positif pour tout le monde car rester confiné chez soi n'est valorisant ni humainement ni socialement. Avoir ces contrats, c'est important. Bien sûr, s'il faut réussir l'examen pour conserver les allocations sociales, c'est un danger qui fait basculer dans le coercitif. Il faut donc rester vigilant. |

Propos recueillis par Benoît Naveau

1. Institut d'Enseignement de Promotion Sociale de la Communauté française.



**Maison de quartier des Berlurons**  
Rue Paul Janson, 174 - 4460  
Grâce-Hollogne  
Tél. : 04/233.16.65

**Institut d'enseignement de promotion sociale de la Communauté française**  
Rue Antoine Degève, 1 -  
Grâce-Hollogne  
Tél. : 04/234.70.60

**Nona :** Pour moi c'est la même chose. J'ai commencé chez Sabine depuis novembre. C'est tout nouveau. Je parle avec beaucoup de fautes mais je m'améliore déjà.

### **Votre famille vous encourage-t-elle à venir aux cours ?**

**Toutes :** C'est très positif. On est encouragées à le faire.

**Sabine :** Je ne pense pas qu'il y ait d'opposition familiale en disant clairement « non tu ne peux pas apprendre le français ». C'est plutôt la pression familiale qui joue. Vu que ce sont davantage les mamans qui s'occupent des enfants, elles peuvent donc se libérer moins facilement pour venir à l'école. Or ici, il n'y a pas de service de garde organisé. Il ne s'agit donc pas d'une interdiction formelle, mais plutôt d'une difficulté pratique qui fait que c'est quand même en général la

# Fenêtre

« Quoi qu'elle fasse, la femme doit le faire deux fois mieux que l'homme pour qu'on en pense autant de bien. Heureusement, ce n'est pas difficile. »

Charlotte Whitton





# L'indispensable émancipation féminine

## S'autonomiser et résister par la culture et l'économie

Entretien avec Chris Paulis, Docteur en Anthropologie, de l'Université de Liège

À partir de différentes initiatives culturelles et économiques, nous allons comprendre comment des femmes défendent leurs intérêts, individuels et collectifs. Ensemble, elles luttent pour d'autres modèles de société.



### Le festival voix de femmes : haut-parleur de l'identité et des revendications féminines

Le festival « Voix de Femmes » en Belgique est un relais en matière de publication et de publicité pour les associations de femmes. Si, au départ, il était destiné à l'expression des femmes à travers l'art (couture, broderie, tapis, teinture des vêtements, compositions, peinture, danse, chant...), il s'est vite étendu aux textes, à la présentation et à l'explication de la tradition, etc.

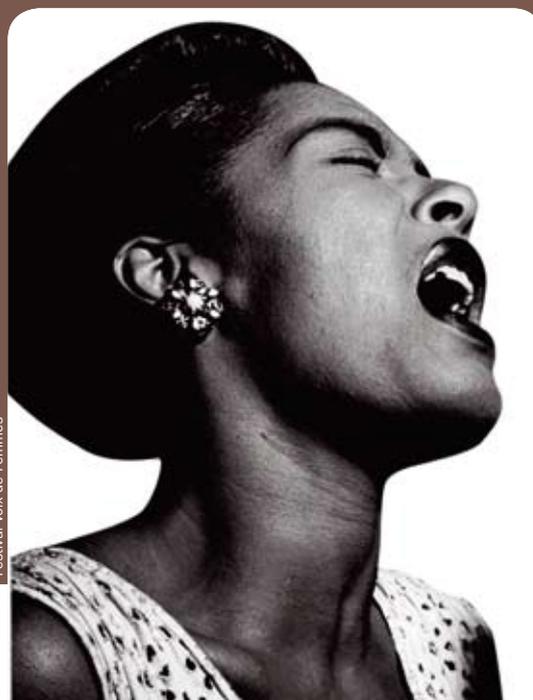
Par exemple, des artistes du Congo, Cameroun, Niger, dansent pour exprimer les violences faites aux femmes que ce soit la violence conjugale, les viols ou le mépris des hommes sur les femmes. Mais quand on dit « les hommes », dans certaines cultures, il s'agit aussi des belles-mères ou des belles-familles, à savoir tout ce qui a autorité sur une femme, une épouse.

De ce fait, le festival s'est étendu à des problèmes vécus par les femmes, à la manière dont elles se sont mises ensemble pour trouver des solutions : il a donné une place à l'expression des associations de femmes. « Voix de Femmes » leur permet de parler de leur combat, d'expliquer comment elles arrivent à tenir, de partager leurs moyens d'exister, de résister et d'exercer des pressions politiques. Cela leur donne aussi une stimulation et une légitimité pour continuer : cette année par exemple, une Palestinienne a rappelé

l'importance de cette rencontre indispensable pour continuer le combat, expliquant le découragement face aux pressions politiques israéliennes et le peu de soutien, voire la défection, de leurs autorités à leurs demandes de justifications – en public et au niveau international - sur les disparitions de leurs proches.



[www.voixdefemmes.org](http://www.voixdefemmes.org)



Festival Voix de Femmes

Deba (Mayotte) © Aurelia Sevestre



Abibou Sawadogo (Burkina Faso - projet Daanda Debbo) Festival Voix de Femmes, 2011. ©André Beghein



## Microcrédits et coopératives de femmes au Burundi, entre indépendance et revendications sociopolitiques

Au Burundi, comme dans beaucoup de pays d'Afrique, les femmes dépendent à ce point de leurs maris que, traditionnellement, elles n'ont rien qui leur appartient en propre. Même si c'est contraire aux lois modernes du pays, une fois que le mari décède, une veuve se retrouve vite dépouillée car traditionnellement la belle-famille prend ses biens.

Pour s'émanciper de ces traditions, les femmes ont développé des activités économiques comme le microcrédit (exemple de la CECM : Caisse Coopérative d'Épargne et de Crédit Mutuel de Bujumbura). Elles se prêtent de l'argent afin que chacune à leur tour, elles possèdent un capital assez important pour l'investir dans une activité rémunératrice. Grâce aux prêts, elles peuvent par exemple acheter une vache et rembourser les autres en vendant le lait produit.

Au Burundi, mais aussi au Kenya, Rwanda... des femmes de milieux plus et moins aisés (des femmes

rurales aux femmes d'affaires) se regroupent régulièrement pour s'entraider et se donner des informations assez rapidement.

En ce sens, les femmes d'affaires de Bujumbura sont de bonnes alliées : elles ont en général des diplômes supérieurs, finissent par travailler dans les banques, deviennent chefs d'entreprise, elles parlent anglais, français, kirundi, lingala... Elles travaillent à l'intérieur de l'Afrique, au niveau international et leur expertise rejaillit sur les petites associations.

Grâce à ces initiatives, elles ont trouvé une manière de survivre, d'exister en tant que citoyenne et même politiquement. Chaque fois, ce que ces femmes soulignent, c'est que c'est ça qui leur permet de vivre, de rester chez elles en cas de malheur, même si la belle-famille veut les mettre dehors. Leur motivation trouve son origine dans un ras-le-bol de la tradition de soumission, d'alliance et de mariage. Les proverbes burundais sont innombrables et très explicites



Festival Voix de Femmes

en la matière : « Lorsque le coq est présent, la poule se tait ». Dès le départ on sait que pour la femme, ses richesses et son bien, c'est l'homme qui les lui donnera. Elle possède par l'intermédiaire de son père et puis de son mari. Dans cette logique, le mariage est donc une nécessité.

Les activités économiques permettent de rompre cette logique parce que les femmes peuvent enfin avoir des biens propres et leurs enfants pourront aussi en bénéficier à part égale. Depuis vingt ans que cela se développe, elles amènent une nouvelle manière de gérer la société qui va probablement passer assez vite dans les lois par le biais de cette « genderisation » dans tous les pouvoirs et les directions ministérielles où la reconnaissance et l'étude des genres sont devenues obligatoires.

Depuis quelques années au Burundi, pour chaque autorité publique, quel que soit le niveau de pouvoir, les deux sexes sont représentés. Chaque décision ou projet à avaliser doit être vu et étudié par des représentants des deux sexes. Les femmes ont réclamé la parité dans les sièges parlementaires.

Cela implique un travail de sensibilisation assez important à certains niveaux de pouvoir où l'autorité est concentrée sur des personnes en place depuis

longtemps et qui n'ont pas cette vision égalitaire de la société.

Grâce à ces changements au niveau politique et économique, les femmes ont donc aussi l'occasion de présenter des projets qui sont de plus en plus pris en compte et reconnus. L'Association des Grands Lacs joue un rôle important en créant une mobilisation et en permettant des prises de décision extrêmement actives dans plusieurs pays de la région. Les femmes ont fait et font d'ailleurs encore du lobby à partir de toutes les structures qu'elles ont créées car elles savent que rien n'est jamais acquis et qu'il faut continuer à se battre si on veut défendre ses intérêts.

Au mois d'octobre dernier, une cérémonie a été organisée en leur honneur dans un ministère, avec tambours, décor... ce qui était pour elles une belle marque de reconnaissance. Toutes les coopératives représentées sont venues y exposer et vendre des objets d'artisanat (sacs, vêtements,...). Elles y avaient toutes une place, le droit à un espace dans une publication et dans un documentaire leur donnant la parole.

1. Voir aussi : [www.delhiplanet.fr/2011/03/13/quand-le-microcredit-change-la-vie-des-femmes](http://www.delhiplanet.fr/2011/03/13/quand-le-microcredit-change-la-vie-des-femmes)



## Microcrédit au Rajasthan : pour compter il faut d'abord savoir lire et écrire

Au Rajasthan (Inde), les associations solidaires de microcrédit sont aussi majoritairement composées de femmes. Bien souvent, celles-ci ne savaient ni lire ni écrire et ont dû apprendre pour pouvoir compter. C'est donc par le biais de leurs prêts qu'elles se sont motivées à apprendre à lire puis à écrire afin de comprendre ce qu'elles avaient comme argent...

Leur émancipation est donc passée par le fait de devoir et pouvoir gérer leur propre argent ! Mais cela a encore été plus loin car cette gestion financière, bien qu'à petite échelle, leur a permis de sortir leur famille de situations délicates et de la faire vivre malgré un mari sans emploi, blessé ou handicapé... Éléments réellement indispensables à la survie de la famille, ces femmes, loin de revendiquer une position de leader, ont su retrouver le respect qui leur est dû.

Ibtada , une de ces organisations qui accompagnent les femmes, rassemble au moins 80 groupes de microcrédit. Son objectif est de proposer de l'aide sans faire de ce système quelque chose de lucratif pour elles ou de nocif pour les groupes de femmes. Au fur et à mesure que les petits groupes qui sollicitent son aide montrent qu'ils fonctionnent bien, qu'ils sont de tel village, que les membres se font confiance et ont déjà pu investir grâce aux prêts respectifs, ils peuvent « postuler » pour faire partie de cette grande association. Celle-ci les aide alors à augmenter leurs capacités, leurs compétences et les forme à leur demande. Un groupe peut par exemple demander à être formé à l'anglais car son petit village est proche de deux ou trois grands hôtels et qu'il y a des vacanciers qui y viennent pour boire du vrai lait... Grâce à cela, les femmes peuvent aller plus loin dans leur initiative. Mais ce n'est pas pour autant qu'elles cherchent à aller dans les villes ou à entrer dans des grandes filiales. Ce qu'elles veulent, c'est vivre convenablement dans leur village, ne pas mourir de faim, ne pas être obligées d'envoyer leurs enfants bien loin ou de les mettre en domesticité dans des familles plus aisées mais de pouvoir les inscrire à l'école...et simplement être là et pouvoir vivre.

C'est aussi ça la force de ces démarches : les femmes ne veulent pas la reconnaissance internationale,

la visibilité, les félicitations... mais être reconnues comme partie intégrante du village. Et elles le deviennent. D'autant plus quand c'est elles qui ont permis de sauver toute une série de maisons, de familles... Entre elles, elles sont très fières mais elles commencent aussi à être reconnues par les hommes comme partenaires réels et compétents au sein du couple pour les décisions et les discussions. ■

Propos recueillis par David Gabriel

- 1 AFAB (1992) : Association des Femmes Entrepreneurs du Burundi
- 2 WISE: Women's Initiative for self-Empowerment créée par l'AFAB)

Manly Yap



# Témoignage du FIESS

Extraits de reportages vidéos<sup>1</sup> réalisés par le Comité organisateur « Femmes au cœur de l'économie sociale et solidaire » du 17 octobre 2011 à Montréal dans le cadre du Forum international de l'économie sociale et solidaire (FIESS) –

Auréli Duprés, Chargée de projets, ENSIE asbl



**Valérie Leblanc** - PRISE (Partenaires pour l'Insertion Sociale par l'Économique) –  
Usine d'insertion sociale - Victoriaville, Québec, Canada

Les femmes qui travaillent chez PRISE désirent réintégrer le marché du travail. Ce n'est pas uniquement par pauvreté financière mais aussi par pauvreté sociale, par exemple quelqu'un qui a eu des problématiques de jeu, de consommation, des troubles mentaux, etc. Lors de la vente des produits (ustensiles de cuisine en bois, etc.), les femmes m'accompagnent. La population de la communauté apprécie de les entendre parler des

objets fabriqués de leurs propres mains. Les gens sont contents que des entreprises puissent venir en aide à ces femmes et leur redonner une confiance en elles. Ils apprécient beaucoup et félicitent ces femmes qui ont le courage finalement de venir dans une entreprise d'insertion et sont capables de dire « non, ça ne va pas bien en ce moment mais je suis capable d'aller au-delà et d'améliorer ma vie. »



## Quelques mots sur le FIESS 2011

FieSS 2011 est le Forum International de l'Économie Sociale et Solidaire organisé par différents acteurs de l'économie sociale en coopération avec le gouvernement du Québec et la ville de Montréal.

L'édition 2011 a eu lieu en octobre. La thématique principale était le besoin de dialogue entre l'État et la société civile pour développer des politiques publiques pour l'économie sociale. Durant cette semaine, différentes activités ont été proposées aux participants : visites d'étude, ateliers, conférences, expositions etc.

1. Retrouvez ces témoignages en vidéo sur <http://vimeo.com/31213680>



**Baan Kredtrakarn** - Maison d'hébergement pour jeunes femmes, depuis 1960 - Ko-Kred nonthonburi, Thaïlande.

Kredtrakan est située au nord de Bangkok en Thaïlande. Cette maison accueille environ 500 victimes du trafic humain, de la prostitution et des jeunes femmes et filles abusées provenant de plusieurs pays de l'Asie du Sud-Est. La plupart échappent à des situations d'exploitation suite à des descentes policières. D'autres fuient des conditions de vie difficiles. En plus de l'hébergement, les femmes et filles y trouvent des programmes de formation en activités génératrices de revenus afin qu'elles puissent épargner pour préparer leur autonomie et pour soutenir le centre. Ce programme aide les participantes à améliorer leur estime de soi et à développer des

habilités en créant des produits à partir de matériaux récupérés. Les participantes expérimentent chaque étape du processus de production, du nettoyage jusqu'à la création de produits afin de les vendre sur le marché local et dans leur propre boutique, dans des foires d'artisanat, des magasins de Bangkok ou à l'étranger. Ce projet social et environnemental démontre qu'il est possible de travailler en même temps les enjeux de la violence faite aux femmes, la pauvreté et la gestion des déchets locaux. Cette organisation, en plus d'aider les femmes et les filles, mobilise les communautés locales et fait de la sensibilisation aux enjeux du trafic humain.



**Marta Marcia Moreta** - Responsable formations et coordinatrice de projets - Coopérative de travail Abierto Hasta el Amanecer, depuis 2002 - Madrid, Espagne.



Dans la coopérative, les membres ne sont que des femmes. Nous travaillons dans le domaine de la formation en informatique. Mais l'accès à la technologie représente un moyen d'empowerment et pas juste une fin en soi ; de cette façon, les femmes sont les protagonistes de leurs propres vies. Les résultats sont extraordinaires parce que nous ne parlons pas juste de compétences acquises mais plutôt d'un triomphe personnel. De cette façon, elles peuvent entrer dans le train de la technologie qui va de plus en plus vite et d'où, jusqu'à maintenant, elles avaient été exclues. « Actuellement,

nous sommes en train de développer une coopérative avec des travailleuses domestiques pour qu'elles profitent des mêmes droits que n'importe quel travailleur. Nous, les membres de la coopérative, sommes très contentes parce que nous croyons que ce que nous faisons est important, ce serait difficile de travailler ailleurs. Ça vaut la peine de promouvoir les initiatives visant la création d'emploi dans le cadre de l'économie sociale. Il est également nécessaire que le modèle de gestion de l'économie sociale alternative soit mieux connu pour qu'il se développe encore plus. »

# Une place à prendre

## Le genre dans la gestion d'entreprise

Interview de Claudine Drion, Chargée de missions au sein de l'ONG en genre et développement « Le Monde selon les femmes », Bruxelles

*Le Monde selon les femmes* est une organisation non gouvernementale (ONG) qui développe des actions de sensibilisation sur le thème du genre dans le développement. Elle propose des formations, pour diverses organisations du Nord ou du Sud et assure des consultances spécifiques dans de nombreux pays. La vision de l'ONG est celle d'un monde où l'on aurait transformé les rapports de domination entre les femmes et les hommes et entre le Nord et le Sud en relations construites sur l'égalité et la solidarité.

**Claudine, en 2005<sup>1</sup>, vous disiez que la participation des femmes au développement apporte des préoccupations nouvelles mais que l'on ne peut pas parler de gestion féminine ou masculine.**

**Dans la gestion des entreprises d'économie sociale et solidaire, la question du genre aurait-elle une place particulière ?**

Je pense qu'il n'y a pas plus de différence dans la gestion même de ces entreprises. C'est par la finalité sociale qu'elles poursuivent et parce qu'elles répondent à un besoin social que la dimension du genre pourrait apparaître davantage. Le Monde selon les femmes s'attache particulièrement à la diffusion et à la compréhension du concept de genre: ce ne sont pas les différences biologiques qui expliquent les inégalités entre les femmes et les hommes mais bien la manière dont les sociétés définissent leurs rôles sociaux respectifs, y compris dans les entreprises.

Par ailleurs, aujourd'hui, cette notion de « bonne gestion » est devenue un paradigme dans les ONG : on ne sait plus s'en passer, d'autant plus que les pouvoirs subsidiant nous soumettent à une gestion axée sur les résultats.

### L'approche « genre »...

propose une démarche visant l'égalité entre les femmes et les hommes, entre le Nord et le Sud. N'exclut pas les hommes, ni comme acteurs ni comme bénéficiaires puisqu'elle se focalise sur l'analyse et l'évolution des droits et des rôles sociopolitiques culturellement construits entre les femmes et les hommes. S'applique à tout programme, à toute politique de développement, au Sud et au Nord.

Définition Le Monde selon les femmes



Le Monde selon les Femmes



**Ce ne sont pas les différences biologiques qui expliquent les inégalités entre les femmes et les hommes mais bien la manière dont les sociétés définissent leurs rôles sociaux respectifs.**

**En plus de la gestion, vous parlez de l'importance de « l'empowerment » des femmes. De quoi s'agit-il ?**

L'empowerment ne renvoie pas uniquement au « pouvoir sur » comme cela est souvent évoqué dans le monde qui nous entoure. Il renvoie à la notion de pouvoir dans ses trois autres dimensions : le « pouvoir d'agir » (les capacités), le « pouvoir avec » (agir collectivement) et le « pouvoir intérieur » (la confiance en soi et l'autoestime).

En ce qui concerne la gestion interne au sein de notre équipe, je pense qu'il est important de pouvoir reconnaître aujourd'hui une responsabilité clairement identifiée dans l'organigramme pour la gestion. C'est-à-dire être garant d'une procédure claire

et dans la répartition des tâches et des fonctions pour que chaque membre de l'équipe se sente protégé. Cette gestion doit pouvoir être le croisement entre une dynamique interne propre et le respect de la législation.

**À nouveau dans le magazine Traverse de 2005, vous souligniez l'importance de la vision que les gens ont de leur capacité collective à agir pour faire du développement et, par là, que la formation est primordiale. Constatez-vous aujourd'hui des demandes de formation sur le thème du genre et de la gestion ?**

Oui. Nous en recevons de plus en plus de la part de femmes qui, dans le monde associatif, veulent travailler sur cette notion de « pouvoir ». Il y a



en effet plus de femmes qui ont des postes à responsabilités, des postes de direction ou qui sont membres de conseil d'administration dans des ONG, beaucoup plus qu'il n'y en avait il y a quinze ans d'ici. Il faut dire que c'est la société toute entière qui a encouragé cette génération de femmes qui ont fait des études supérieures.

De récentes recherches sur la question du leadership féminin mettent notamment en évidence le fait que lorsqu'une femme adopte un comportement de type masculin dans une organisation, elle n'est pas appréciée. Pour l'être, il faut qu'elle occupe le pouvoir autrement, avec un plus « féminin » qui la différencie des hommes. En résumé, elle doit pouvoir travailler comme un homme mais en apportant plus de souplesse et de créativité. Elle ne peut pas se contenter de bien faire son travail; elle doit faire mieux et différemment.

**Quels sont les freins au développement de ces formations ?**

Je pense qu'il y a d'une part la question de la volonté de consacrer du temps à cette thématique et, d'autre part le manque de moyens.

Il reste encore des comportements conservateurs sur les rôles traditionnels dans pas mal d'organisations. Dans les ONG par exemple, il peut y avoir des réticences à la formation de groupements féminins au Sud par des



résistances aux changements souvent exprimées en termes de « On ne va pas imposer aux femmes de... ». C'est le problème du relativisme culturel.

Je pense que l'aspect genre doit être intégré de manière consciente et volontaire, dans un cadre défini avec des personnes formées et préparées à cette thématique. Sinon, le risque est de perdre la moitié des personnes concernées en cours de route. Il faut être attentif aux espaces de concertation en fonction des publics concernés et à comment cette grille du genre va se concrétiser à chaque niveau de décision et de gestion de l'organisation pour que cela soit porteur.

**Le fait que le genre soit reconnu comme un des thèmes transversaux de la coopération belge a-t-il contribué à la prise en compte du genre dans les ONG belges ?**

Je pense que oui, puisque les ONG sont censées développer ce thème. Le Monde selon les femmes a travaillé dans ce sens depuis des années. Aujourd'hui, notre ONG est un des vecteurs qui permet de comprendre de quoi il s'agit lorsque l'on parle de « genre dans les organisations, de genre dans le développement ». Toutes nos actions de formations et nos publications vont dans ce sens. Aujourd'hui, nous organisons également une formation de formateurs pour avoir un effet démultiplicateur plus important. Certains thèmes de formation ont d'ailleurs été réactualisés (par exemple, « Gender Budgeting »).

Propos recueillis par Claudia Marongiu

1 Cf. Gouverner et se «réseauter» selon les femmes, paru dans le magazine Traverses, juin 2005



**Le Monde Selon les Femmes**  
Rue de la Sablonnière, 18 -  
1000 Bruxelles  
Tél. : 02/223.05.12  
Web : [www.mondedefemmes.org](http://www.mondedefemmes.org)

## Et dans le Sud ? L'empowerment des femmes dans les organisations d'économie solidaire en Bolivie

**Extrait de La Revue de presse 2005 du Monde selon les femmes - Cahier de l'éducation permanente n°25 : « L'ES a-t-elle un sens dans le Sud ? » par Sophie Charlier**

*Au cœur du processus : l'action des femmes*

[...] Au sein des organisations d'économie solidaire, les femmes remettent en question le paradigme de l'économie dominante. En effet, l'unique approche marchande de l'économie ne reflète pas leurs attentes [...] Elles vont mettre au cœur de leurs préoccupations les questions autour de la finalité du développement, le bien-être, l'égalité de droit et de chance. [...] De manière générale, elles ont plus difficilement accès aux ressources ainsi qu'à la formation et à l'information. [...] En Bolivie, à travers les associations d'artisans, elles estiment avoir un espace de paroles plus important et respecté. Elles vont définir les priorités pour lesquelles elles estiment important de participer dans une organisation d'économie solidaire. [...] La participation à des associations d'économie solidaire leur donne l'opportunité de se former, d'améliorer leurs connaissances ainsi que l'accès à de nouveaux moyens de production. Elles acquièrent aussi un certain pouvoir économique lié à la diversification et l'augmentation de leurs revenus. Le revenu des femmes permet de répondre à des problèmes de vulnérabilité mais donne également aux femmes la possibilité de se repositionner dans des rapports de pouvoir plus égalitaires entre les hommes et les femmes. [...]

*Se centrer sur l'humain*

Les femmes et les hommes dans le Sud développent des pratiques d'économie solidaire. Malgré des origines et une manière d'aborder l'économie solidaire différentes, des échanges de pratiques et des réseaux Sud/Nord se tissent... Les femmes ont montré combien l'économie solidaire, si elle a un impact sur le revenu, permet le développement d'autres dimensions comme la formation, l'identité, la confiance en soi, la possibilité de renégocier les relations de pouvoir au niveau familial et communautaire [...].

# Une place à prendre

## Le développement durable laisse-t-il une place aux femmes ?

Elodie Debrumetz, Responsable communication, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, Bruxelles.

Malgré le chemin déjà parcouru, les femmes rencontrent toujours plus d'obstacles que les hommes sur le marché de l'emploi. L'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes a constaté dans son rapport d'activités 2010 que le domaine du « travail » est celui pour lequel son service juridique reçoit le plus de demandes d'information et de plaintes, de l'ordre de 45%. Et plus de 67% d'entre elles sont émises par des femmes qui se disent victimes d'une discrimination en raison de leur sexe !

Ces plaintes revêtent différentes formes : il peut arriver qu'une femme contacte l'Institut car elle est discriminée à l'embauche après avoir annoncé sa grossesse à son futur employeur, une autre se voit imposer une diminution de ses jours de congés après son congé de maternité, ou encore n'a pu accéder à une formation contrairement à ses collègues masculins parce que la culture d'entreprise privilégie la carrière professionnelle des hommes.

Parmi les discriminations dont sont victimes les femmes sur le marché de l'emploi, figure en tête de liste l'écart salarial. Il s'agit de la différence entre le salaire moyen des hommes et des femmes qui travaillent à temps plein dans les services et l'industrie, exprimée en nombres absolus et comme pourcentage du salaire des hommes. En somme, en Belgique, en moyenne, une travailleuse gagne dix pourcent de moins par heure qu'un

travailleur. Sur une base annuelle, cette différence s'élève à 23% en 2011. L'écart salarial reflète par conséquent les inégalités entre les femmes et les hommes et, de surcroît, participe à les renforcer.

Au même titre, les femmes sont confrontées à des barrières invisibles mais tenaces dans le monde de l'entreprise. Bien qu'elles fassent de leur mieux, elles semblent toujours se heurter au « plafond de verre », une barrière subtile qui gêne l'accession des femmes aux fonctions de cadres. Et l'économie sociale ? Peu nombreux sont les restaurants et les entrepri-

ses de titre-service dans l'économie sociale (bien que souvent exemplaires dans l'accès aux formations des femmes) dont les directeurs et présidents de conseil d'administration sont des femmes à la tête d'employés masculins !

Or ces discriminations et inégalités de traitement, qui sont purement fondées sur le genre de la personne, sont

strictement interdites en Belgique. La loi du 10 mai 2007 tend à lutter contre la discrimination entre les femmes et les hommes, ainsi que la loi du 4 août 1996 (chapitre V bis) relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail et autres lois ayant spécifiquement pour objet de garantir l'égalité des femmes et des hommes.

En vertu des lois relatives à cette matière et de sa loi fondatrice du 16 décembre 2002, l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes est, en tant qu'institution publique fédérale, le garant et un fervent promoteur de l'égalité des femmes et des hommes. Il combat ainsi toute

**Bien qu'elles fassent de leur mieux, elles semblent toujours se heurter au « plafond de verre », une barrière subtile qui gêne l'accession des femmes aux fonctions de cadres.**

INSTITUUT VOOR  
DE GELIJKHEID  
VAN VROUWEN  
EN MANNEN



INSTITUT  
POUR L'ÉGALITÉ  
DES FEMMES  
ET DES HOMMES



forme de discrimination et d'inégalité fondée sur le sexe, en accompagnant en justice toutes les victimes de ce type de discriminations qui font appel à lui.

Ces inégalités dans le monde du travail sont désavantageuses pour les femmes, mais également pour les employeurs, qui ont tout intérêt à trouver le/la candidat-e le/la plus approprié-e. Les études tendent en effet à montrer que les entreprises dans lesquelles les femmes participent au top management obtiennent de meilleurs résultats que les entreprises où seuls les hommes prennent les décisions. En ce sens, des collaborations étroites sont menées entre l'Institut, les partenaires sociaux et le monde de l'entreprise. Tous les syndicats belges ont par ailleurs signé une charte grâce à laquelle ils s'engagent à prêter plus d'attention à la dimension de genre dans leurs actions.

De nos jours, l'égalité sur le marché de l'emploi n'est plus uniquement une valeur éthique pour une entreprise, mais c'est également un facteur de bénéfice souvent sous-estimé. Au sein de l'organisation, le plafond de verre a pour conséquence la perte du potentiel et du savoir-faire féminins.

Raison pour laquelle la dimension de genre est mentionnée dans les « Conventions de Rio » qui font force de loi en matière de développement durable, car l'égalité des femmes et des hommes participe à une société plus responsable. L'émancipation des femmes est, à ce titre, mentionnée dans l'Agenda 21<sup>1</sup>, comme étant indispensable à un développement durable. Par conséquent, tout défenseur d'une économie sociale et responsable, ne peut le faire sans laisser une place dans le monde du travail, juste et équitable, aux femmes.

# Quel « genre » d'égalité hommes-femmes en économie sociale ?

Frédérique Konstantatos,  
SAW-B, juin 2011

D'après l'analyse de SAW-B (Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises), la fédération des initiatives d'économie sociale, les femmes représenteraient 70% de l'emploi (équivalents temps plein) au sein de l'économie sociale, ce qui est encourageant. Pourtant, si près d'un quart des entreprises membres de la fédération sont dirigées par des femmes, très peu d'entre elles parviennent à un équilibre de mixité dans les Conseils d'administration. La parité n'est donc pas encore gagnée. Petit à petit, certaines entreprises sociales intègrent la dimension « genre » dans leur fonctionnement et leur gestion du personnel : travail sur les représentations hommes-femmes, adaptation des horaires, encouragement des congés parentaux,... Ces pratiques, encore trop peu répandues, se révèlent pourtant être autant d'améliorations bénéfiques tant pour les entreprises que pour les travailleurs : amélioration du bien-être, meilleure compréhension entre hommes et femmes, diminution des stéréotypes, plus grande stabilité du personnel, meilleure articulation entre vie privée et vie professionnelle, etc.



[www.voixdefemmes.org](http://www.voixdefemmes.org) L'analyse complète est disponible sur [www.saw-b.be](http://www.saw-b.be)

1. Plan d'action pour le 21<sup>e</sup> siècle adopté par 173 chefs d'État lors du sommet de la Terre, à Rio (Brésil), en 1992.



**Victime d'une discrimination fondée sur le sexe ?**  
**Besoin d'infos en toute confidentialité ?**  
**Institut pour l'égalité des femmes et des hommes**  
**Rue Ernest Blérot, 1**  
**1070 - Bruxelles**  
**Tél. : 0800/12.800 (numéro vert)**  
**E-mail: [egalite.hommesfemmes@iefh.belgique.be](mailto:egalite.hommesfemmes@iefh.belgique.be)**  
**Web : [igvm-iefh.belgium.be](http://igvm-iefh.belgium.be)**

# Chronique de la gestion participative

Une entreprise gérée de manière participative et démocratique par ses travailleurs, c'est possible ! Terre en est absolument convaincue : ce mode de gestion est le seul qui respecte réellement les travailleurs. Autogestion, gestion participative, sociocratie... les systèmes sont multiples et en évolution constante. Par ces chroniques de la gestion participative, découvrons chaque trimestre comment la participation se vit au sein d'une association ou d'une entreprise.

## Carte d'identité

**Nom :** Club-MEGESS, Club des étudiants de Maîtrise en Économie et Gestion des Entreprises d'Économie Sociale et Solidaire (MEGEES)

**Localisation :** Ouagadougou – Burkina Faso

**Statut juridique :** association de fait

**Membres :** +/-40 personnes

**Domaine d'activités :** promotion de l'économie sociale et de la filière d'études de l'université de Ouagadougou, soutien scolaire.

# Le Club des étudiants de Maîtrise en Gestion des Économies Sociales et Solidaires (MEGEES) de l'Université de Ouagadougou

Jeune filière créée en 2006 au sein de l'Université de Ouagadougou, la Maîtrise en Économie et Gestion des Entreprises d'Économie Sociale et Solidaire (MEGEES) connaît déjà un grand succès. Ses étudiants ont rapidement créé le Club des étudiants du MEGEES chargé de promouvoir la filière et de soutenir les étudiants. Véritable laboratoire d'expérimentation citoyenne, le Club soutient la participation et la prise de décision démocratique.

Rencontre avec deux étudiants, Chadia Coumaré et Isidore Yameogo.

# MEGEES

**Quels sont les types d'activités que le club réalise ?**

**Isidore Yameogo :** Le club propose des activités de détente (sorties récréatives, bal, etc.), des formations sur des domaines jugés prioritaires par les étudiants (conférences, participation à la vie sociale de l'université, informatique,...), des activités de salubrité et des visites d'entreprises « modèles ». Ces dernières favorisent le contact entre les étudiants et les entreprises d'économie sociale et solidaire, pour les stages notamment.

**Comment le Club s'organise-t-il ?**

Le Club est composé de deux organes :

l'Assemblée générale qui réunit tous les membres du Club. Elle prend les décisions importantes à la majorité simple des votants. Le bureau exécutif, composé de dix membres est, quant à lui, chargé de la mise en œuvre des décisions prises en Assemblée générale.

**Comment vivez-vous la participation au quotidien ?**

**Chadia Coumaré :** Chacun participe en cotisant pour pouvoir financer les activités menées au sein du Club. Chacun participe également à l'Assemblée générale où sont prises les décisions concernant les activités à mener et la manière de les réaliser.



### Rencontrez-vous des obstacles à la participation démocratique ?

**C.C. :** Oui, il peut y avoir des difficultés à partir du moment où chacun n'a pas la même appréciation des décisions à prendre. Mais en général comme c'est une association et que tout le monde se comprend bien, on arrive toujours à prendre la bonne décision.

### C'est une véritable petite vie associative que vous recréez au sein du Club...

**I.Y. :** Exactement, il s'agit d'un creuset pour l'apprentissage de la vie démocratique qui est centrale quand on parle d'entreprise en ESS<sup>1</sup>. Les étudiants apprennent à se mettre ensemble. Ils partagent leur énergie, leurs ressources et leur force pour réaliser un travail commun. Les étudiants apprennent à prendre des décisions démocratiques et à aller vers les entreprises, le corps enseignant... vers toute structure qui d'une manière ou d'une autre, fait partie de l'ESS.

### Qu'entendez-vous par gestion participative ?

**C.C. :** La gestion participative me fait penser au fait que chacun puisse donner son avis concernant les prises de décision. C'est important dans chaque association et surtout dans le Club MEGEESS.

### Dans la culture burkinabè, est-ce bien inscrit dans les mœurs ?

**C.C. :** Dans notre société, traditionnellement, c'est le chef qui prend les décisions sans les soumettre à la population. Mais maintenant ça commence à changer. Les gens s'intéressent de plus en plus à la vie associative, à la vie politique. Les gens veulent du changement.

### Est-ce que l'ESS est une piste de changement au Burkina Faso ?

**C.C. :** L'ESS est une piste de changement pour permettre aux gens de ne pas voir seulement le profit mais surtout favoriser plus de solidarité entre eux, plus d'entraide.

Propos recueillis par Benoît Naveau

1. Économie Sociale et Solidaire.



Retrouvez cette interview en vidéo sur [www.entreprendreautrement.be](http://www.entreprendreautrement.be)

# Le voyage de « BB » au Burkina Faso

Mahamadou Souleye dit « BB », directeur du Caproset et administrateur de l'Union des Maraîchers de Gao (UGM), partenaire d'Autre Terre, Nord-Mali

Deux ONG françaises, BEDE<sup>1</sup> et Terre & Humanisme, en collaboration avec des associations burkinabè et maliennes, ont organisé du cinq au dix décembre 2011 un atelier d'échanges et d'informations sur les enjeux et les stratégies de préservation des semences locales. L'enjeu de la promotion de ces semences est grand face aux menaces des OGM (organismes génétiquement modifiés) et au monopole exclusif accordé aux seules variétés industrielles modernes inscrites au catalogue obligatoire.

L'atelier d'échange s'est déroulé au centre écologique de Béta, village situé à 45 km à l'est de Ouagadougou (Burkina Faso) et a regroupé des responsables d'ONG et associations de développement, des chercheurs et des producteurs semenciers venus du Burkina Faso, du Bénin, du Mali, du Sénégal et de la France. Les partenaires<sup>2</sup> burkinabè d'Autre Terre ont participé à cet atelier qui a été ponctué par plusieurs communications, témoignages et échanges d'expériences personnelles ou collectives.

De ces interventions, nous retiendrons celle de Mahamadou Souleye dit « BB ». Il a partagé son expérience dans la production des semences locales au sein du Caproset (Centre agroécologique de production de semences tropicales) durant toute la

semaine. Il a mis l'accent sur l'auto-production de semences par les paysans qui a comme avantages :

- la reproductivité des semences ;
- la réduction des coûts ;
- l'autonomie en semence ;
- la maîtrise des techniques employées et la qualité des semences produites ;
- la sûreté variétale ;
- la disponibilité des semences ;
- l'adaptation variétale au milieu ;
- la satisfaction personnelle.

Les échanges avec les participants ont été structurés autour de la sélection des semences, la mise en pépinière, le repiquage, la conservation, le stockage, le tri etc.

Au cours de son séjour, « BB » a aussi rendu visite à notre partenaire ATAD basé à Kaya. Il a pu voir les installations en cours au centre de formation et de production à Louda, et échanger sur l'agroécologie et la production de semences. L'animatrice d'ATAD a déjà mis en application la production de semences avec les oignons avec les maraîchères du centre. « BB » a pu prodiguer quelques conseils à ces femmes qui maîtrisent déjà bien les techniques en agroécologie et à l'animatrice. ATAD s'est montré fortement intéressé pour envisager un voyage d'échanges à Gao auprès du Caproset, de l'UGM et de Tassaght (un autre partenaire malien d'Autre Terre).

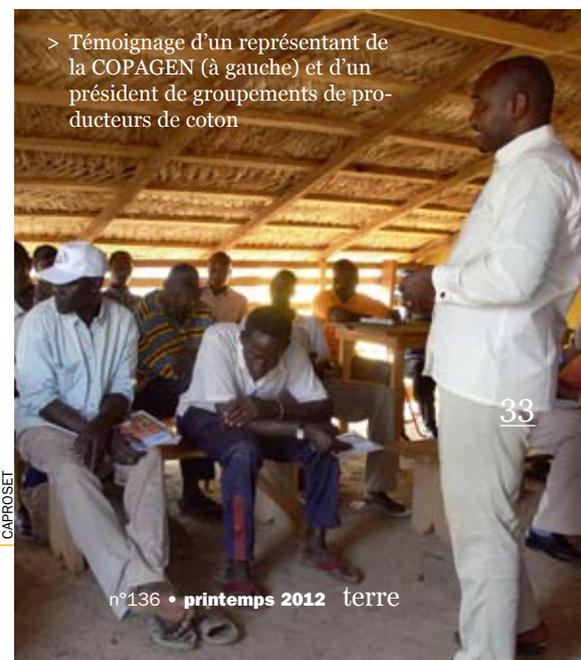
En conclusion, la pratique de l'agroécologie en Afrique de l'Ouest est en train de prendre de l'ampleur. Cependant, face aux menaces tels que les OGM, il s'avère impératif que les différents acteurs (organisations paysannes, ONG du Nord et du Sud, Ligue des consommateurs...) échangent et développent des stratégies pour s'organiser afin de préserver la biodiversité avec les semences locales et lutter contre la privatisation du vivant.



Caproset : [www.caproset.com](http://www.caproset.com)  
UGM : [www.autreterre.org](http://www.autreterre.org)

1. Biodiversité, Échanges et Diffusion d'Expériences.
2. APIL (Action pour la promotion des initiatives locales), ATAD (Alliance Technique pour l'Assistance au Développement) et Le Baobab.

> Témoignage d'un représentant de la COPAGEN (à gauche) et d'un président de groupements de producteurs de coton



CAPROSET

# Une démarche originale d'éducation permanente

Evelyne Dodeur, chargée d'éducation permanente au sein du groupe Terre

**C**haque jour, les travailleurs de Tri-Terre trient en moyenne 250 tonnes de papier. Un travail fastidieux, exigeant et répétitif qui s'effectue la plupart du temps, debout, dans une atmosphère poussiéreuse.

Mais que devient ce papier trié ? Où va-t-il et quel usage en fait-on ? C'est ce que les travailleurs ont découvert à travers la visite de l'entreprise Stora, créée en 1932, devenue numéro 2 mondial de la fabrication de papier.

Située à Langerbrugge, près de Gent, Stora est une multinationale implantée dans 35 pays du monde. Le site belge se consacre à la fabrication de papier, uniquement à partir de papier recyclé. L'usine est idéalement située, accessible en transport maritime, ferroviaire et routier. Stora fournit en papier 80 millions d'habitants sur une zone de 300 km (englobant Paris, Bruxelles, Londres, etc.).

L'objectif de cette visite pendant les heures de travail était multiple : donner du sens à l'activité professionnelle ; renforcer les liens entre les travailleurs ; développer l'esprit critique des travailleurs.

## Un travail porteur de sens

Tri-Terre appartient au groupe Terre et fonctionne donc en gestion participative et en démocratie directe comme l'ensemble des entités du groupe. Pour rendre la gestion participative effective, il est notamment néces-

saire de renforcer en permanence la motivation des travailleurs.

Or, dans le secteur de l'économie sociale, cette motivation passe par le sens donné à l'activité effectuée quotidiennement. À quoi sert mon travail ? En quoi est-il utile pour la société ? Dans le cas présent, les travailleurs ont pris conscience que le papier trié dans leur usine sert à la fabrication de papier neuf à destination de la Belgique, de la France, des Pays-Bas, de l'Espagne ou encore du Royaume-Uni. L'entreprise Stora a besoin de 700.000 tonnes de papier par an pour atteindre ses objectifs de production. Tri-Terre y contribue modestement.

**Philippe :** « Cette visite nous a permis de voir quel maillon de la chaîne nous sommes. De savoir où allait notre papier et ce qu'il devenait. (...) Nous ne trions plus sans savoir. »

## Une visite pour créer du lien

La visite a également permis aux travailleurs de se rencontrer en dehors de leur environnement de travail. Le voyage en car, le repas de midi, la visite de l'entreprise ont été autant d'occasions d'échanger les points de vue, de se découvrir sous un autre angle et de renforcer les liens entre travailleurs.

**Monique :** « C'était une chouette expérience de groupe, les liens se sont encore resserrés. »

## Développer l'esprit critique

Ce genre de visite offre l'opportunité de développer l'esprit critique des travailleurs. Dans ce cas-ci, une prise de conscience s'est faite progressivement au fur et à mesure de la journée. L'entreprise a d'abord ébloui par la qualité de son équipement, sa propreté ou encore sa grandeur.

**Sylvain :** « C'est extraordinaire, époustouflant ! C'est la première fois de ma vie que je vois une usine pareille, c'est très impressionnant ! »

Toutefois les informations reçues sur l'historique de Stora ont permis de comprendre que pour augmenter sa production, l'entreprise a doublé sa superficie, elle s'est équipée de robots sophistiqués, mais elle est aussi passée de 1.000 travailleurs en 2003 à 400 aujourd'hui. L'automatisation du travail a provoqué le licenciement de plus de la moitié des travailleurs.

**Monique :** « Tout est robotisé, on a rencontré très peu de personnes. Il n'y a pas de chaleur humaine, pas de sourire. »

De plus, à travers leurs questions pratiques sur l'organisation et les conditions de travail, les travailleurs de Tri-Terre ont constaté que le responsable de Stora connaissait peu les travailleurs et n'avait pas de contact direct avec le terrain, une différence majeure avec le directeur du groupe Terre qui connaît le prénom de tous les travailleurs.





Evelyne Docteur

**Brahim :** « Quand on a posé des questions sur les travailleurs, on a eu l'impression qu'il n'y avait pas de contact entre les responsables et les travailleurs. Minmin (William Wauters), lui, il nous connaît. »

Mais le discours des travailleurs reste nuancé. L'entreprise Stora est un client précieux pour Tri Terre, il s'agit d'une entreprise très rentable qui occupe une place importante sur le marché économique.

Ils savent toutefois aujourd'hui, grâce à cette visite, qu'un élément essentiel sépare les deux entreprises, c'est la place accordée à l'être humain. Si le groupe Terre investit dans des machines, sa mission sociale reste prioritaire : offrir des emplois durables, notamment à des personnes exclues du marché du travail classique, et permettre à l'ensemble des travailleurs de participer à la gestion de leur entreprise et de leur outil de travail.

**Nicolas :** « Il nous faudrait la même usine mais en gardant les hommes à la place des robots ! »

## Brèves

### Événements Semaine de la solidarité internationale – Liège- du 25 au 31 mars 2012

Au programme : cinéma, théâtre, concerts, débats, ateliers, animations, conférences, expositions et bien d'autres surprises encore !  
Coordonnée par le Centre liégeois du Beau-Mur, membre du réseau Culture et Développement.

**Infos : Centre liégeois du Beau Mur**  
- Rue du Beau-Mur, 48 - 4030 Liège.  
Tél. : 04/349.01.44 -  
info@beaumur.org

### Brocante de la solidarité – Herstal - samedi 7 avril de 8h à 16h

Venez participer à la traditionnelle brocante de la solidarité de Terre organisée dans les locaux de Terre asbl et son parking, ainsi que sur les 2<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> avenue du Parc industriel des Hauts-Sarts (Herstal).  
Retrouvez plus de 400 exposants et plus particulièrement les stands couverts (livres, dentelles, bibelots...) dont tous les bénéfices vont aux projets de solidarité d'Autre Terre asbl.

**Infos : Autre Terre –**  
Tél. : 04/240.68.46

### Exposition photos And the others – Médiacité - du 14 mars au 14 avril 2012

Les jeunes photographes de l'Institut Saint-Luc secondaire de Liège ont réalisé un reportage photo au sein du groupe Terre à Herstal. Les photographies présentées reflètent la philosophie du groupe Terre : entreprendre autrement au Nord et au Sud, pour une économie au service de l'homme dans un monde durable et solidaire.

**Infos : Autre Terre – Tél. :**  
04/240.68.43 ou 04/240.58.63

### Info

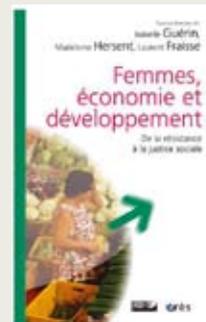
### Le Réseau européen de tutrices pour femmes entrepreneurs

La Commission européenne a lancé un nouveau réseau de tutrices, elles-mêmes chefs d'entreprise, pour soutenir les femmes entrepreneurs. L'objectif est de promouvoir l'esprit d'entreprise au féminin par le partage de savoir-faire et d'expérience.

**Infos : Web : Encouraging Women Entrepreneurs - Tél. : 02/295.17.52 – E-mail : carlo.corazza@ec.europa.eu**

### Parus

**Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale,** Eres Editions, sous la direction d'Isabelle Guérin, Madeleine Hersent et Laurent Fraisse.



Partout dans le monde, les femmes se mobilisent. À partir d'exemples tirés d'Amérique du Sud, d'Afrique, d'Asie et d'Europe, cet ouvrage met en évidence la force et le dynamisme de multiples initiatives locales animées par des femmes, leur potentiel d'innovation et de créativité, mais aussi leur extrême vulnérabilité, leurs incertitudes et leurs contradictions.  
Dans un contexte d'inégalités grandissantes, la question du rôle et de la place de ces initiatives est un enjeu fondamental pour la construction sociale d'une alternative à la mondialisation libérale.

« Soyez le changement  
que vous souhaitez voir dans le monde »

Gandhi



Benoit Naveau

**terre**

est une publication destinée à promouvoir l'économie sociale et solidaire à travers des initiatives ainsi que des réflexions du Nord et du Sud.

Abonnement gratuit sur simple demande

**T : +32 (0)4 240 68 48 - E : [info@autreterre.org](mailto:info@autreterre.org)**

**[www.autreterre.org](http://www.autreterre.org) - [www.terre.be](http://www.terre.be) - [www.entreprendreautrement.be](http://www.entreprendreautrement.be)**

